

ENSEMBLE contre un avenir à reculons !

salaires

retraites

service public

Sommaire

- Numéro Spécial FSU
pages 3-6 (encart)
- Vers la retraite
à 75 ans dans
l'enseignement
supérieur ?
page 7
- Les IUFM aussi...
page 7
- La CA du SNESUP
appelle à l'ACTION
page 8
- et aussi
- PRAG et PRCE
doctorants page 2

De
l'oxygène
pour
l'action...

18, 25, 30 JANVIER...

nous sommes très sollicités pour l'action en ce début d'année, sur des questions essentielles : salaires-carrières, RTT-emploi-précarité, retraites, devenir des services publics dont celui de l'enseignement supérieur et de la recherche. Questions différentes sans doute dans leur nature, mais intimement liées sur le fond.

Le colloque que nous avons tenu les 11 et 12 janvier l'a montré à sa manière. Nous avons eu des débats ouverts, souvent animés et surtout passionnants. C'était ce qui ressortait spontanément des réactions de beaucoup de participants, heureux d'être de ces moments où la réflexion collective et pluraliste nous libère quelque peu du poids de ce qui est, pour avancer dans la construction de ce qui devrait être. Les débats ont largement confirmé l'importance des transformations à accomplir dans le supérieur et la recherche pour être à la hauteur des attentes des étudiants et de toute une société, pour progresser dans la réussite de tous dans des formations de qualité en prise avec l'évolution des savoirs et leur maîtrise critique et citoyenne. Nous y reviendrons plus amplement dans les prochains bulletins. Le fossé entre ces ambitions de transformation et les choix ministériels et gouvernementaux actuels est apparu d'autant plus insupportable. Les échanges du colloque ont fortement légitimé notre motivation pour réussir la journée nationale d'action du 30 janvier.

Ce que nous revendiquons avec beaucoup d'autres sur les salaires, l'emploi, les conditions d'exercice du métier ou les retraites est aussi partie prenante de cette dynamique de transformation dont le service public a besoin. Comment lui donner l'ampleur nécessaire si l'on ne progresse pas dans la juste reconnaissance des qualifications et du travail des différents acteurs, dans la prise en compte de leurs aspirations à mieux travailler et à mieux vivre ?

Les moyens existent pour cela, particulièrement avec la croissance actuelle. L'incroyable arrogance du MEDEF ne doit pas nous impressionner, pas plus que les « contraintes » derrière lesquelles s'abrite le gouvernement pour ne pas faire des choix qui sont pourtant d'une impérieuse nécessité sociale et démocratique.

Engageons-nous pleinement dans les actions en cours, recherchons toutes les convergences unitaires, l'enjeu en vaut la peine. Nous avons les moyens de nous faire entendre.

Jean-Claude GARRIC, Secrétaire général, 17 janvier 2000